

Jean-Pierre Filiu

**Algérie**  
la nouvelle  
indépendance

**Jean-Pierre Filiu**

SEUIL



Algérie,  
la nouvelle indépendance



*JEAN-PIERRE FILIU*

Algérie,  
la nouvelle indépendance

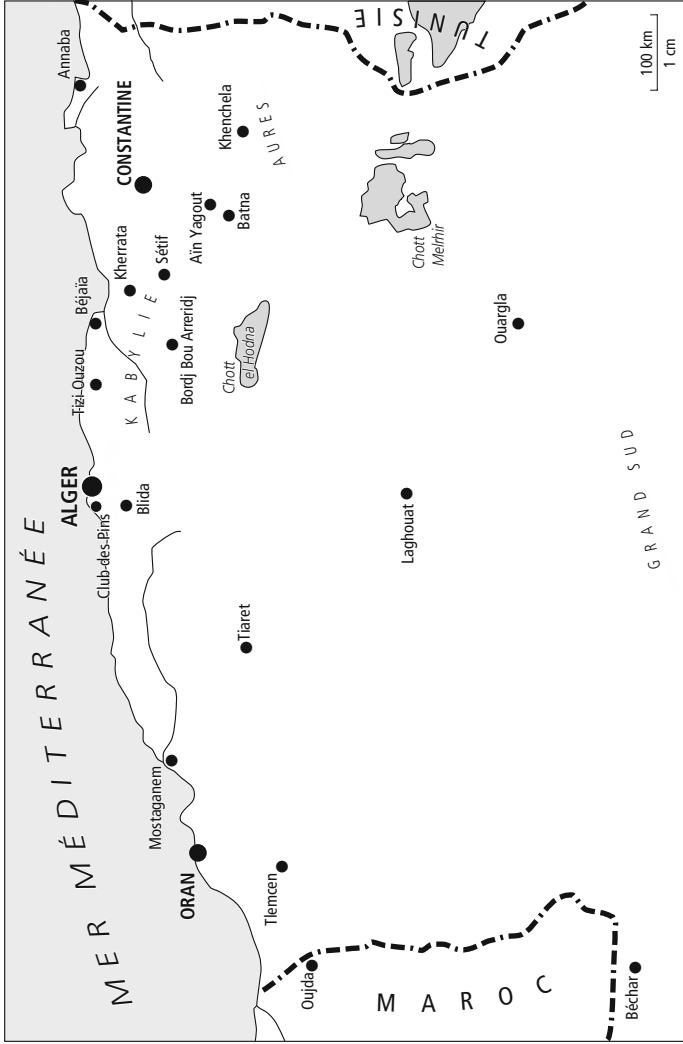
*ÉDITIONS DU SEUIL*  
*57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX<sup>e</sup>*

ISBN 978-2-02-144997-6

© Éditions du Seuil, décembre 2019

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)







La liberté, la liberté, la liberté  
C'est d'abord dans nos cœurs  
La liberté, la liberté, la liberté  
Nous, ça nous fait pas peur  
Ils ont cru qu'on était mort  
Ils ont dit « bon débarras »  
Ils ont cru qu'on avait peur  
De ce passé tout noir  
Il n'y a plus personne  
Que des photos, des mensonges  
Que des pensées qui nous rongent  
C'est bon emmenez-moi là-bas  
Oui, il n'y a plus personne là-bas  
Il n'y a que le peuple

Abderraouf Derradji, alias Soolking,  
14 mars 2019



« Jetez la révolution dans la rue  
et le peuple s'en emparera »

Le 22 février 2019, les Algériens sont descendus en masse pour protester contre la perspective d'un cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis vingt longues années. Le chef de l'État, terrassé par un AVC dès 2013, avait déjà été incapable de mener campagne, l'année suivante, pour sa troisième réélection. Il avait laissé son Premier ministre s'exprimer alors en son nom et il n'était apparu qu'à de rares occasions durant son quatrième quinquennat, tandis que la claque de ses partisans encensait en son absence son simple portrait. L'Algérie, dirigée officiellement par un impotent, était ainsi livrée au culte d'une ombre, culte orchestré sans vergogne par les véritables maîtres du pays. Grisés par leur impunité, mais paralysés par leurs luttes de clan, ces « décideurs », selon la terminologie locale, n'étaient pas parvenus à s'accorder sur la désignation d'un successeur à l'octogénaire Bouteflika. Il fallait en effet à ces intouchables généraux un chef

d'État assez prestigieux pour couvrir leurs manigances et assez accommodant pour se contenter d'un pouvoir de façade. Ne trouvant pas un candidat de consensus, les barons du régime s'étaient ralliés par défaut à la reconduction de Bouteflika pour un cinquième mandat. Ignorant tout d'une réalité algérienne qu'ils ne percevaient que des hauteurs de leur palais et à travers le prisme de leurs intrigues, les « décideurs » s'étaient convaincus que la quatrième réélection de Bouteflika ne serait qu'une formalité.

C'est bel et bien l'incapacité de ce régime à maintenir la simple fiction d'un président digne de ce nom qui a jeté le peuple d'Algérie dans la rue. La nouvelle candidature de Bouteflika a été annoncée le 10 février 2019 par l'un de ses porte-voix, l'intéressé ne pouvant même pas accomplir en personne ce geste élémentaire. Cette proclamation, qui était censée ouvrir une séquence acquise d'avance au régime, a pourtant représenté l'humiliation de trop pour l'écrasante majorité des 42 millions d'Algériennes et d'Algériens. Le 16 février, la localité kabyle de Kherrata, symbole du nationalisme algérien à cause des massacres qui l'ont endeuillée en 1945, est traversée de manifestations opposées au cinquième mandat. Le 19 février, le refus du maire de Khenchela d'enregistrer les parrainages citoyens d'autres candidatures que celles du président provoque une véritable émeute. Les protestataires prennent le contrôle de la

« *Jetez la révolution dans la rue...* »

municipalité, dont ils décrochent le portrait géant de Bouteflika pour n'y laisser que le seul drapeau algérien. Le 20 février, c'est cette fois à Annaba que l'effigie du chef de l'État est jetée à terre, un défi d'autant plus cinglant que le grand port de l'est du pays est le fief du chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah, l'authentique homme fort du régime.

L'appel à manifester, le vendredi 22 février, jour de congé plutôt que de prière, est bientôt viral sur les réseaux sociaux. Les contestataires pensent n'être que des milliers à braver l'interdiction des rassemblements, ils se retrouvent cent fois plus nombreux à manifester dans des dizaines de villes du pays. Ils prennent alors conscience de leur force collective, affichant haut et clair leur fierté d'être algériens et leur refus d'une nouvelle mascarade électorale. Leur détermination pacifiste, leur ironie mordante et leur impressionnante discipline commandent le respect, avant d'encourager les ralliements. Le terme arabe *hirak*, qui signifie plutôt « mise en mouvement » que simple « mouvement », en vient à désigner cette dynamique de mobilisation de toute une société. Mais la revendication révolutionnaire ne tarde pas à être mise en avant, dans ce pays où la « révolution » (*thawra*) est historiquement identifiée à la lutte armée du Front de libération nationale (FLN) contre le colonialisme français, de 1954 à 1962. Certains réseaux d'opposition privilégient pour leur part

l'appellation de « Sursaut » (*hibba*). Ces débats sémantiques importent moins que la réalité d'une protestation qui pousse des foules à reprendre le chemin de la rue, vendredi après vendredi, bientôt épaulées chaque mardi par des cortèges estudiantins.

Le régime mise sur l'essoufflement de la contestation, au moins durant le mois de Ramadan, de début mai à début juin. Mais il s'égare dans ses calculs mesquins, lui qui s'est si longtemps aveuglé sur la supposée docilité de son peuple. Chaque reculade de la clique au pouvoir, loin de calmer les défilés, ne fait qu'alimenter leur exigence d'une transition démocratique enfin effective. Le 11 mars, la présidentielle initialement prévue le 27 avril est annulée. Le 2 avril, c'est au tour du président Bouteflika lui-même de démissionner, une démission que les manifestants saluent sans jamais considérer qu'elle épuise leurs exigences. Le 2 juin, le nouveau scrutin présidentiel, programmé cette fois le 4 juillet, est reporté *sine die*. À la fin de la période d'intérim constitutionnel, soit le 9 juillet, les autorités mises en place après la défaillance du chef de l'État n'ont plus aucune légitimité, même formelle. Désormais, le roi est nu, ou plutôt la caste militaire, qui domine le pays depuis plus d'un demi-siècle, a tombé le masque et elle accepte, en la personne du général Gaïd Salah, d'assumer directement la responsabilité du pays. Face à cette hiérarchie militaire qui sait tellement

« *Jetez la révolution dans la rue...* »

mieux piller que gérer, et encore moins partager, la mise en demeure du Hirak rouvre en Algérie l'horizon d'une révolution populaire, inclusive et non violente.

Jamais l'exhortation d'un des pionniers du FLN, Larbi Ben M'hidi, « Jetez la révolution dans la rue et le peuple s'en emparera », n'a paru d'une telle actualité dans l'Algérie contemporaine. Elle s'étale en arabe sur les murs d'une ruelle du centre-ville d'Alger, aux côtés d'autres slogans en français, tels « Un seul héros, le peuple » ou « Nul ne peut arrêter le peuple sur le chemin de son destin ». Le portrait de Ben M'hidi, torturé à mort par les parachutistes français en 1957, est d'ailleurs brandi par les manifestants de 2019, comme celui d'autres « martyrs » de la lutte de libération, pour mieux les opposer aux dirigeants conspués d'aujourd'hui.

Un peu plus loin au centre de la capitale, et toujours associée au drapeau national, une fresque mêlant l'arabe et le français remplace la formule coranique « Au nom de Dieu » (*bismillah*) par « Au nom du droit » (*bism-al-haqq*), une substitution déjà en soi révolutionnaire. La même fresque met ensuite en parallèle « 1962, territoire libéré » et « 2019, peuple libéré ». Il est difficile de mieux résumer la conscience très claire qu'ont les manifestants du Hirak de leur aspiration à une « nouvelle indépendance », après « l'indépendance confisquée » de 1962, pour reprendre le titre d'un réquisitoire de

*Algérie, la nouvelle indépendance*

Ferhat Abbas, le premier président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), constitué par le FLN en exil en 1958. L'autodétermination consacrée par la disparition de « l'Algérie française » n'aurait ainsi concerné qu'un territoire national, effectivement libéré, alors que le peuple algérien tombait sous le joug de ses supposés « libérateurs » et nouveaux dominateurs. L'été 1962, à peine l'indépendance proclamée le 5 juillet, vit en effet « l'armée des frontières » du colonel Houari Boumediene faire mouvement à partir du Maroc et de la Tunisie, avant d'écraser la résistance intérieure, fidèle au GPRA, elle-même terriblement affaiblie par la répression coloniale.

La confiscation de l'indépendance algérienne, et ce dès l'été 1962, a été, selon une vision largement répandue au sein du Hirak, préparée par l'assassinat en 1957 de deux des inspirateurs de l'insurrection du FLN. Ben M'hidi bien sûr, supplicié par ses bourreaux français en pleine « bataille d'Alger », mais aussi Abbane Ramdane, étranglé au Maroc dans un guet-apens tendu par le commandement de « l'armée des frontières ». Abbane et Ben M'hidi incarnaient alors le refus de sacraliser la lutte armée en soi, soucieux qu'ils étaient d'organiser d'autres formes de résistance : le premier avait imposé la primauté du politique sur le militaire, ainsi que celle de la direction intérieure du FLN sur sa hiérarchie extérieure, lors du congrès tenu clandestinement



*« Jetez la révolution dans la rue... »*

à La Soummam en 1956 ; le second, en appelant à « jeter la révolution dans la rue », misait sur la mobilisation populaire, plus importante à ses yeux que les coups de main de la guérilla. L'élimination de ces deux grandes figures nationalistes, l'un par les troupes coloniales, l'autre par ses camarades de combat, a marqué à l'évidence un tournant majeur dans le soulèvement algérien, qui n'a pu que faciliter le détournement de l'indépendance en 1962.

L'évocation de cette part très sombre de la lutte algérienne de libération, loin d'être l'apanage des spécialistes et des vétérans, irrigue aujourd'hui le débat public : la légitimité du régime en place est fondée depuis l'origine sur son enracinement « révolutionnaire » et sur la réécriture de la geste indépendantiste par les triomphateurs de l'été 1962 ; ce détournement méthodique rend leurs héritiers actuels d'autant plus vulnérables à la réappropriation par la contestation populaire du grand récit national. Les commémorations des tueries coloniales de mai 1945 à Kherrata, berceau du Hirak, se sont ainsi déroulées en mai 2019 hors de toute présence officielle, un développement sans précédent dans l'Algérie indépendante. Quant au biopic réalisé en 2018 sur Ben M'hidi, il demeure bloqué par la censure d'État, à cause d'une scène où le « martyr » de 1957 s'oppose à Ahmed Ben Bella, autre fondateur du FLN, dont la surenchère militariste

était alimentée par le soutien en armes de Nasser. Le raïs égyptien avait lui-même contribué au renversement de la monarchie en 1952, avant d'imposer sa propre dictature, deux ans plus tard. Nasser a dès lors pesé de tout son poids, lors des conflits internes au FLN, en faveur de Ben Bella et de « l'armée des frontières ». Le bain de sang de l'été 1962 en Algérie se conclut par la liquidation de la résistance intérieure et par l'accession de Ben Bella à la tête de l'État, dont Boumediene devient ministre de la Défense. Le plus proche collaborateur de Boumediene, à la manœuvre lors de ces querelles fratricides, n'est autre qu'Abdelaziz Bouteflika, bientôt promu ministre des Affaires étrangères. C'est dire combien ces règlements de compte vieux de plus d'un demi-siècle imprègnent l'agitation en cours en Algérie.

Le « passé qui ne passe pas » a très souvent été évoqué pour caractériser le rapport tourmenté de la mémoire française à la guerre d'Algérie. On a ainsi trop facilement oublié que l'Algérie elle-même, jusqu'à la génération actuelle, est hantée par un autre « passé qui ne passe pas », le passé des conflits internes au FLN et de l'élimination des uns au profit des autres dès la libération du pays. Les manifestants d'aujourd'hui n'hésitent pas, avec un respect teinté d'amertume, à se féliciter que les « martyrs » du FLN n'aient « rien vu » du détournement de l'indépendance pour laquelle ils ont sacrifié leur vie.

*« Jetez la révolution dans la rue... »*

C'est aussi le « mur de la peur » que les Algériennes et les Algériens ont mis à bas en février 2019 avec le même courage que les tombeurs européens du « mur de Berlin », trente ans plus tôt. Ce « mur de la peur » étouffait les aspirations populaires depuis que la percée démocratique de 1989-1991, conquise dans le sang de manifestants pourtant pacifiques, avait sombré dans l'épouvante de la « décennie noire ». Après sans doute deux cent mille morts, une hécatombe comparable à celle de la guerre d'indépendance (pour une population, il est vrai, trois fois plus importante), Bouteflika est apparu en 1999 comme le grand réconciliateur, seul capable de tourner une page aussi funeste. Mais le nouveau chef d'État, élu pour un mandat de cinq ans, reconductible une unique fois, s'est accroché à la présidence durant deux décennies. Il devient bientôt le meilleur des paravents à la mainmise sur l'autorité réelle par les hiérarques militaires : sa cupidité et celle de sa famille servent de paratonnerre à la grogne populaire, avant que son impotence, constatée dès 2013, laisse les mains libres aux « décideurs ». En distinguant le drapeau national, exalté avec emphase, du portrait présidentiel, décroché sous les huées, les pionniers du Hirak fracassent ainsi le dispositif de légitimation de la junte au pouvoir.

La rupture de février 2019 est suscitée par l'arrogance d'une caste dirigeante qui croyait la population

toujours disposée à valider passivement les arrangements conclus au sommet. Les « décideurs » avaient fini par se bercer d'illusions quant à cette supposée apathie du peuple, qu'ils pensaient entretenir en redistribuant une part plus généreuse que de coutume de la manne pétrolière, notamment après la révolution tunisienne de 2011. La société paraissait d'autant plus anesthésiée que le régime encourageait volontiers une piété rigoriste et accordait même de nombreuses facilités à la mouvance salafiste. Les « barbus », vaincus militairement lors de la « décennie noire », semblaient avoir pris leur revanche et s'enraciner dans une population où piété rimait avec fatalisme. L'horizon politique était d'autant plus bouché que le traumatisme multiforme de la « décennie noire » bridait bien des velléités d'indignation. L'émergence d'une nouvelle génération, qui n'a connu que Bouteflika, ses foudrues, puis son déclin, perturbe néanmoins ce cercle vicieux du renoncement. L'annonce du cinquième mandat est ressentie comme une provocation insupportable, lançant un Hirak qui ne se contente bientôt plus d'exiger le changement de telle ou telle tête.

Un bouleversement de cette ampleur, au-delà du débat sur ses causes immédiates et profondes, devrait invalider le recours paresseux aux binômes de la « stabilité » et du « désordre », du « nationalisme » et de « l'islamisme », du « progressisme » et de la





RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ  
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI  
DÉPÔT LÉGAL : DÉCEMBRE 2019. N° 144994 (00000)  
IMPRIMÉ EN FRANCE